

## Lettre ouverte du secteur de la photographie aux ministres Verlinden, Clarinval et Wilmès : votre « fausse bonne idée » de laisser les communes prendre elles-mêmes les photos d'identité va causer une hécatombe économique

- o Le « live enrollment » va porter le coup de grâce à plus de la moitié des photographes professionnels, déjà durement touchés par la pandémie
- o Une montagne de travail supplémentaire attend les communes, sans lien avec leurs tâches et compétences principales
  - o Un vrai recul pour les citoyens, y compris d'un point de vue financier
- o Le secteur demande instamment un dialogue avec les autorités fédérales et locales

Madame la Ministre Annelies Verlinden, Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles, Madame la Ministre Sophie Wilmès, Vice-Première ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales, Monsieur le Ministre David Clarinval, Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

Il y a quelques semaines, le secteur de la photographie a été consterné d'apprendre que vous aviez proposé par écrit à toutes les communes belges de mettre à disposition des équipements de « live enrollment », prétendument pour « lutter contre la fraude à l'identité ».

**Le live enrollment signifierait que les fonctionnaires communaux seraient désormais chargés de prendre eux-mêmes les photos d'identité et rayerait de la carte notre secteur, déjà gravement affaibli par l'impact des mesures contre le coronavirus.** Les photos d'identité représentent une part importante du chiffre d'affaires des photographes professionnels ; il s'agit même de l'activité principale des fournisseurs de cabines photographiques. **De plus, cette hécatombe serait complètement vaine, car le live enrollment n'impliquera nullement un progrès pour les communes et les citoyens, mais un sérieux recul.** Dès lors, certains photographes professionnels pourraient devoir mettre la clé sous la porte si leurs revenus liés à la prise de photo d'identité devaient disparaître, ou même diminuer. Et le contribuable devra là encore assumer ce coût.

Pour être clair, nous ne sommes pas opposés au progrès et à la numérisation. Ainsi, avec notre projet de digitalisation de la photo d'identité intitulé « *Digitaliser la photo d'identité : La proposition des professionnels de la photographie* », nous avons nous-mêmes, en tant que secteur, proposé une solution qui permettrait à notre secteur comme au gouvernement de jouer chacun sa partition, grâce à des outils numériques adéquats. Ce plan, bien qu'il ait déjà été déployé avec succès il y a plusieurs années en France, notamment, n'a malheureusement pas été retenu par le gouvernement pour des raisons peu claires.

Compte tenu de nos nombreuses tentatives infructueuses de mener un débat personnel constructif sur cette question, nous nous sentons obligés de faire connaître notre opposition au live enrollment par le biais de cette lettre ouverte.

Tout d'abord, le live enrollment **est un boulet organisationnel autour du cou des administrations communales et des fonctionnaires.** Les communes belges croulent déjà sous le travail, et elles

devraient se charger désormais d'une nouvelle tâche chronophage pour laquelle elles ne sont pas équipées et n'ont aucune compétence. Photographier est un *métier*, et cela vaut également pour les photos d'identité. En effet, ces dernières doivent se conformer aux nombreuses [normes ICAO](#), ce qui requiert non seulement un œil de photographe et les connaissances techniques adéquates, mais aussi d'accompagner et de donner les bonnes instructions au citoyen. Si un secteur dispose déjà de cette expertise, pourquoi confier la tâche à des fonctionnaires qui doivent partir de zéro ? Dans de nombreux cas, ce ne sera même pas *possible* : de nombreux fonctionnaires n'ont pas les aptitudes techniques, visuelles ou relationnelles pour cela – ce qu'on ne peut leur reprocher, bien sûr, puisqu'ils n'ont pas choisi cette profession.

Outre cette formation, la photographie d'identité nécessite une infrastructure adéquate, tout d'abord pour être conforme, en termes d'éclairage et d'arrière-plan, par exemple. Deuxièmement, il s'agit de garantir le respect de la vie privée des citoyens, car tout le monde n'a pas envie de se faire photographier dans une maison communale bondée. Répétons-le : ces infrastructures existent déjà, les photographes et les fournisseurs de cabines ont investi massivement, alors pourquoi les communes devraient-elles investir à leur tour ?

Nous n'inventons rien, chers ministres. Lors de nos discussions avec 13 communes, dont certaines grandes villes, nous avons constaté une vraie inquiétude concernant le live enrollment et un intérêt pour notre contre-proposition.

Les énormes investissements mentionnés ci-dessus mettent immédiatement le doigt sur un autre **problème financier** : **on fait croire au citoyen que, grâce au live enrollment, il pourra se faire photographier gratuitement pour ses documents officiels**. Or, qui va payer ces investissements et toutes les heures perdues par les fonctionnaires à prendre des photos ? Le citoyen, bien sûr ! La *gratuité n'existe pas*, comme tout le monde le sait depuis longtemps et comme cette histoire le confirme.

Par ailleurs, **le live enrollment améliorerait-t-il le confort du citoyen ? Pas nécessairement**. À première vue, on pourrait croire qu'il serait pratique de ne devoir se rendre qu'à un seul endroit (la commune) au lieu de deux. Mais cela sera-t-il vraiment un gain lorsque les files d'attente s'allongeront à l'infini à cause du travail supplémentaire qu'impliquent toutes ces photos d'identité ? On entend d'ici les soupirs et les grognements dans la file lorsqu'un fonctionnaire demandera à un citoyen de prendre la pose pour la énième fois. Ce genre de scène n'a pas sa place dans une commune !

Il y a également **beaucoup à dire sur la sécurité et la vie privée**. Le live enrollment, par exemple, rendrait impossible la manipulation du cliché et empêcherait, selon le gouvernement, la fraude d'identité. Mais c'est également le cas de la méthode « live capture » – qui envoie immédiatement à un serveur une image numérique, de manière sécurisée – et dont le Comité européen de normalisation (CEN) a déjà confirmé l'efficacité l'année dernière en l'incluant dans sa norme européenne pour la photographie d'identité. Ce système, si le gouvernement confirme qu'un investissement est nécessaire, peut être rapidement déployé par les photographes professionnels et les cabines photographiques en Belgique. Si l'on ajoute à cela la qualité manifestement supérieure des photos professionnelles, on ne peut que conclure, là aussi, le live enrollment n'est pas à privilégier.

Nous savons que l'épidémie de coronavirus requiert toute votre attention, mais nous espérons que vous comprendrez que nous **ne pouvons pas accepter une hécatombe économique pour un projet qui n'a que des perdants, y compris en dehors de notre secteur**. En outre, nous sommes absolument convaincus qu'ensemble, nous pouvons faire en sorte que tout le monde soit gagnant. Des pays comme la France, les Pays-Bas, l'Irlande, le Royaume-Uni et l'Estonie l'ont déjà prouvé. La Belgique le peut aussi.

Cette lettre donne de nombreuses raisons pour que chacun d'entre vous, dans le cadre de ses propres attributions, renonce au live enrollment. **Nous vous demandons donc instamment d'accepter notre invitation au dialogue – non seulement avec nous mais aussi avec les autorités communales – et, d'ici là, de mettre en pause ce projet.**

Avec nos salutations cordiales,

Berten Steenwegen, porte-parole.

Au nom de vzw Studio, Beroepsfotografen, U2PF et Prontophot.

Berten Steenwegen

Président

vzw Studio

[berten@berten.be](mailto:berten@berten.be)



Caroline Tanghe & Mieke Coppieters

Présidente & Coordinatrice de Secteur

Beroepsfotografen.be

[voorzitter@beroepsfotografen.be](mailto:voorzitter@beroepsfotografen.be)

[mieke.coppieters@unizo.be](mailto:mieke.coppieters@unizo.be)



Edoardo Piccinini

Président

U2PF

[president@u2pf.be](mailto:president@u2pf.be)



Denis Duvivier

General Manager

Prontophot

[dduvivier@photomaton.be](mailto:dduvivier@photomaton.be)



## Open brief van de fotografiesector aan ministers Verlinden, Clarinval en Wilmès: uw 'vals goede idee' om gemeentehuizen zélf pasfoto's te laten nemen wordt economisch bloedbad.

- 'Live enrollment' geeft genadeslag aan ruim de helft van de beroepsfotografen, die al zwaar leden onder de pandemie
- Voor de gemeentebesturen bergen extra werk die niet tot hun kerntaken en competenties behoren
  - Achteruitgang voor de burger, ook financieel
  - Sector roept met aandrang op tot dialoog met federale en lokale overheden

Geachte Annelies Verlinden, Minister van Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen, Sophie Wilmès Minister van Buitenlandse en Europese Zaken en Buitenlandse Handel, David Clarinval, Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's, Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing

Met ontsteltenis nam de fotografiesector enkele weken geleden akte van uw schriftelijke aanbod aan alle Belgische gemeentebesturen om 'live enrollment'-apparatuur ter beschikking te stellen, zogenaamd 'in de strijd tegen identiteitsfraude'.

**Live enrollment houdt in dat gemeenteambtenaren voortaan belast zouden worden met het nemen van pasfoto's en zou onze sector, die al erg verzwakt is door de impact van de coronamaatregelen, van de kaart vegen.** Voor beroepsfotografen vertegenwoordigen pasfoto's immers een belangrijk deel van hun omzet, voor verdelers van pasfotocabines is het zelfs de core business. **Dat bloedbad zou bovendien helemaal tevergeefs zijn, omdat live enrollment voor de gemeentehuizen en de burger geen enkele vooruitgang, maar een zware achteruitgang zal betekenen.** Als gevolg daarvan zullen sommige beroepsfotografen wellicht hun deuren moeten sluiten als hun inkomsten uit het maken van ID-foto's verdwijnen of zelfs maar dalen. En de belastingbetaler zal opnieuw voor deze kosten moeten opdraaien.

Voor alle duidelijkheid: wij verzetten ons niet tegen vooruitgang en digitalisering. Meer nog, met ons project rond de digitalisering van de pasfoto, getiteld '*De Digitalisering van de Pasfoto: het Voorstel van de Beroepsfotografen*' hebben wij als sector zélf een oplossing voorgesteld waarin onze sector en overheid met de ondersteuning van de juiste digitale tools elk de rol spelen waarin ze gespecialiseerd zijn. Dat plan is, hoewel járen geleden al succesvol uitgerold in o.a. Frankrijk, om onduidelijke redenen helaas niet behouden door de regering.

Gezien onze talloze vergeefse pogingen tot een constructief persoonlijk debat hierover, zien wij ons gedwongen om via deze open brief ons verzet tegen live enrollment bekend te maken.

Ten eerste hangt live enrollment **een organisatorische molensteen rond de nek van de gemeentebesturen en -ambtenaren.** Onze Belgische gemeentehuizen kreunen nu al onder de takenlast, en dan zouden ze er nog een tijdrovende taak moeten bijnemen waar ze niet voor ingericht zijn en waarover ze geen enkele expertise beschikken. Foto's nemen is een *beroep*, en dat geldt óók voor pasfoto's. Die moeten immers aan tal van [ICAO-normen](#) voldoen, wat naast een fotografisch oog en de juiste technologische kennis ook het correct begeleiden en instrueren van

de burger vereist. Als al die expertise hierrond al aanwezig is in een sector, waarom gaan we die taak dan toevertrouwen aan ambtenaren die hiervoor van nul moeten worden opgeleid? Wat in vele gevallen overigens niet eens *mogelijk* zal zijn: veel ambtenaren hebben hier niet de juiste technische, visuele en relationele aanleg voor – geen verwijt naar hen toe uiteraard, zij hebben immers niet voor dit beroep gekozen.

Naast die opleiding vereist pasfotografie ook de juiste infrastructuur, ten eerste om conform te zijn, qua belichting en achtergrond bijvoorbeeld. En ten tweede om de nodige privacy aan de burger te garanderen, want niet iedereen vindt het prettig om zich te laten fotograferen terwijl een vol gemeentehuis erop staat te kijken. Ook hier: al deze infrastructuur bestaat al, fotografen en cabineverdelers hebben daar zwaar in geïnvesteerd, waarom dan gemeentes deze kosten helemaal opnieuw laten maken?

Wij vinden dit overigens niet uit, beste ministers. Tijdens onze gesprekken met 13 gemeentebesturen, waaronder enkele grote steden, merkten wij enorm veel bezorgdheden rond live enrollment en interesse in ons tegenvoorstel.

De enorme investeringen waarvan hierboven sprake is, leggen meteen de vinger op een andere, **financiële wonde: de burger wordt namelijk wijsgemaakt dat die dankzij live enrollment voortaan gratis pasfoto's kan laten nemen.** Wie gaat die kosten en alle uren die de ambtenaren verliezen aan foto's nemen, op het einde van de rit betalen? De burger natuurlijk! *Gratis bestaat niet*, dat weet iedereen al lang en wordt door dit verhaal nog maar eens bevestigd.

En is live enrollment voor de burger dan een vooruitgang qua comfort? **Absoluut niet.** Op het eerste zicht zou je kunnen zeggen dat het wel makkelijk is dat we ons nog maar naar één plek (het gemeentehuis) in plaats van twee moet verplaatsen. Maar wat helpt dat als we daar ellenlange wachtrijen aantreffen door het extra werk dat al die pasfoto's met zich meebrengen? Hoort u ook al het gezucht en gemor in de wachtrij omdat de persoon die aan de beurt is voor de zoveelste keer vraagt om een foto te hernemen - dat zijn toch taferelen die niet thuishoren in een gemeentehuis?

Ook **rond veiligheid en privacy vallen er heel wat kanttekeningen te maken.** Zo zou live enrollment de manipulatie van het cliché onmogelijk maken en zo identiteitsfraude tegengaan. Maar dat is evenzeer het geval met de 'live capture'-methode, die een digitale opname meteen op een beveiligde manier naar een server stuurt. Het Europees Comité voor Normalisatie (CEN) bevestigde vorig jaar nog de doeltreffendheid van die methode door het in zijn Europese normering pasfotografie door de sector op te nemen als een van de mogelijke manieren om biometrische identiteitsdocumenten te bekomen. Voeg daar de evidente hogere kwaliteit van beroepsfoto's aan toe, en dan kan u ook hier niets anders concluderen dan dat live enrollment niét de voorkeursoptie is.

Wij begrijpen dat deze coronatijden enorm veel aandacht opslorpen van u allen, maar we hopen dat u begrijpt dat wij **onmogelijk kunnen aanvaarden dat er op zo'n lichtzinnige manier een economisch bloedbad wordt aangericht voor een project dat ook buiten onze sector alleen verliezers kent.** Het is bovendien onze absolute overtuiging dat we samen tot een project kunnen komen waarbij wél iedereen wint. Landen als Frankrijk, Nederland, Ierland, het Verenigd Koninkrijk en Estland hebben dat al bewezen. België kan dit ook.

Deze brief bevat voor u allen, elk binnen uw bevoegdheid, tal van redenen om live enrollment terug te draaien. Wij vragen u dan ook met aandrang om op onze uitnodiging tot dialoog in te gaan – niet enkel met ons maar ook met de gemeentebesturen – en tot dan alle verdere voortgang van het project te staken.

Met de meeste hoogachting,

Berten Steenwegen, woordvoerder.

In naam van vzw Studio, Beroepsfotografen, U2PF en Prontophot.

**Berten Steenwegen**

Voorzitter

vzw Studio

[berten@berten.be](mailto:berten@berten.be)



**Caroline Tanghe & Mieke Coppieters**

Voorzitter & Sectorcoördinator

Beroepsfotografen.be

[voorzitter@beroepsfotografen.be](mailto:voorzitter@beroepsfotografen.be)

[mieke.coppieters@unizo.be](mailto:mieke.coppieters@unizo.be)



**Edoardo Piccinini**

Voorzitter

U2PF

[president@u2pf.be](mailto:president@u2pf.be)



**Denis Duvivier**

General Manager

Prontophot

[dduvivier@photomaton.be](mailto:dduvivier@photomaton.be)

